

Régionales : Ces élus LR qui refusent catégoriquement tout accord avec LREM



Des élus LR ont lancé une pétition appelant Les Républicains à refuser de s'allier avec La République en marche lors des élections régionales et départementales. Ce texte a déjà atteint les 5.000 signatures d'élus, de militants, d'adhérents et de sympathisants des Républicains.

Avec Thomas Zlowodzki

Atlantico : Thomas Zlowodzki, vous êtes l'un des co-auteurs (avec Maxime Meunier et Romain Bonnet) d' [une lettre ouverte à Christian Jacob](#) [appelant à refuser toute alliance avec En marche](#) pour les Départementales et les Régionales. La pétition a atteint les 5 000 signatures d'élus, militants, adhérents et sympathisants des Républicains. Pourquoi avoir lancé cet appel ?

Thomas Zlowodzki : [Cet appel](#) est une réaction de militants et d'élus locaux des Républicains à ce qu'il s'est passé en PACA et ailleurs. D'une part les annonces d'alliance de Renaud Muselier avec LREM et d'autre part l'absence de réaction le 4 mai de la commission

nationale d'investiture qui a maintenu l'investiture. La quasi intégralité des membres de la commission ont validé les agissements de Renaud Muselier. Nous ne souhaitons pas être associés à ça. Nous souhaitons nous faire connaître et montrer à la direction des Républicains que nous sommes nombreux, voire majoritaires, à désapprouver ces alliances. Le [succès de cette pétition](#) en témoigne. Nous voulions créer un électrochoc et témoigner du divorce entre la base du parti et ses cadres.

Prendre des candidats LREM sur nos listes départementales et régionales (il y a des cas ailleurs qu'en PACA : dans l'Essonne, dans les Yvelines, le Sud-Est, en Seine-et-Marne, dans l'Ouest...), c'est comme prendre des élus PS. Pour nous, Emmanuel Macron mène une politique de gauche. Si on considère cela, on ne peut pas mettre des marcheurs sur nos listes. Sinon, on est encore dans ce qu'on appelle la fausse droite, la droite socialiste. Dans un an, comment va-t-on pouvoir incarner une alternance à Emmanuel Macron si on laisse passer le message qu'il n'y a pas une grosse différence entre LR et LREM ? On est train de saborder la possibilité d'une alternance pour conserver ça-et-là un canton ou un conseil départemental. C'est là où il y a un divorce entre les militants et les cadres. Les cadres veulent conserver leur poste mais les militants veulent changer la politique migratoire, fiscale, familiale, sécuritaire... Tout ce que ne fait pas Emmanuel Macron.

Encore aujourd'hui sur les réseaux sociaux, les Républicains s'affichent en disant que la Macronie, c'est la catastrophe et la faillite. Dans le même temps, ils prennent des macronistes sur leur liste. Où est la logique ? Dans l'Essonne, il y a 3 ou 4 cantons où le candidat En Marche aux départementales fait campagne un jour pour la liste de François Durovray (LR) et le lendemain pour Laurent Saint-Martin (LREM) aux régionales. Les militants sont perdus.

« Nous serons attentifs aux positions prises par chacun au soir du 1er tour, dimanche prochain », écrivez-vous dans votre lettre. Cette pétition peut-elle avoir des suites ? Que feriez-vous si des alliances avec LREM venaient à se nouer au soir du premier tour ? Jusqu'où êtes-vous prêts à aller ?

Pour cela, je vous donne rendez-vous au soir du premier tour. Il faudra d'abord analyser ce qui se passe. Quand on voit les sondages, on craint effectivement de se diriger vers une catastrophe pour Les Républicains. A ce moment-là, on en tirera les conclusions nécessaires. Maintenant, on reste pour la défense de notre parti et on ne souhaite pas sa défaite. En tout cas, ces élections laisseront des marques profondes, que l'on gagne ou que l'on perde.

Est-ce que vous pensez que tout cela peut aller jusqu'à une explosion du parti ? Finalement, ne vaut-il pas mieux en passer par là pour clarifier les choses ?

Je suis bien incapable de vous dire s'il y aura une scission au sein du parti ou non. Je pense qu'effectivement il y a de fortes chances que l'unité de LR ne survive pas à ces élections. Des élus vont s'allier avec LREM, d'autre pas. Ça ne dépendra pas que de nous, mais il faudra qu'il y ait une clarification après les élections. Ce que l'on préfèrera, c'est que ceux qui sont pour des

alliances avec LREM partent chez Agir, ce groupe d'anciens LR qui soutiennent la politique du président Macron. Ce serait logique. Et qu'ils laissent le parti LR incarner enfin une droite d'opposition à Emmanuel Macron.

Votre appel semble viser Christian Jacob, qui s'est illustré par une position plus qu'ambiguë dans l'affaire Renaud Muselier en PACA ?

Oui et non. C'est en effet lui qui à la fois condamne LREM et vient sur le terrain soutenir Muselier. C'est lui qui fait du « en-même temps » très difficilement compréhensible. Mais c'est un peu l'arbre qui cache la forêt. Dans la commission d'investiture, tout le monde ou presque a validé l'investiture de Muselier. C'est l'ensemble de la direction qui est sur cette ligne. On voit aujourd'hui que cette dernière veut nous imposer Xavier Bertrand ou François Baroin. Il est manifeste que les gens qui ont signé notre pétition ne suivront pas Xavier Bertrand, qui de toute façon n'est pas LR.

Comment comptez-vous apporter de la clarification ?

Notre but, c'est aussi de faire comprendre à Christian Jacob qu'il nous faut une primaire rapidement pour que les adhérents soient consultés, que des candidats se présentent et surtout qu'il y ait enfin un débat sur la ligne. Cette primaire doit être la clarification d'en quoi nous sommes différents d'Emmanuel Macron. Mais on voit bien que la direction actuelle ne veut pas donner la parole aux militants. C'est ce qui fait aussi le succès de notre pétition. On porte la voix de militants qui ne veulent pas de Macron, ni de Bertrand, et qui veulent choisir leur candidat pour la présidentielle.

Vous refusez toute alliance avec LREM et le RN. Mais est-ce que Les Républicains peuvent se définir autrement qu'en opposition à Emmanuel Macron ou Marine Le Pen ?

C'est justement l'absence de ligne claire idéologique et programmatique qui conduit au fait qu'on assiste à de simples positionnements tactiques. Tout ça devient prétexte à faire des jeux de bonneteau. Ici je m'allie avec LREM, ailleurs c'est plus à droite donc je prends un ancien du RN... Au final, il n'y a plus de ligne identifiée. Non pas que le parti ne travaille pas car il y a des conventions thématiques, des groupes de réflexion, etc. Mais il y a deux choses qui n'ont pas été faites : le bilan du sarkozysme et les raisons réelles de la défaite de Fillon en 2017. Pour 2017, il y a deux explications possibles. Certains disent que la ligne de Fillon n'a pas plu quand d'autres, comme nous, disent que la ligne a justement permis à Fillon de ne pas sombrer complètement malgré les affaires. Le programme de Fillon, plébiscité pendant la primaire, a été complètement abandonné, et ce dès les législatives. Cela témoigne d'un autre divorce entre les militants et les cadres.